



**Convention internationale sur  
l'élimination de toutes les formes  
de discrimination raciale**

Distr. générale  
16 août 2013

Original: français

---

**Comité pour l'élimination de la discrimination raciale**  
**Quatre-vingt-troisième session**

**Compte rendu analytique de la 2237<sup>e</sup> séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 13 août 2013, à 15 heures

*Président:* M. Avtonomov

**Sommaire**

Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties  
en application de l'article 9 de la Convention

*Dix-neuvième à vingt et unième rapports périodiques du Chili*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 15 h 10.*

**Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention**

*Dix-neuvième à vingt et unième rapports périodiques du Chili (CERD/C/CHL/19-21; CERD/C/CHL/Q/19-21; HRI/CORE/1/Add.103)*

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation chilienne prend place à la table du Comité.*
2. **M. Barranda Ferrán** (Chili) dit que la loi sur la non-discrimination est entrée en vigueur le 24 juillet 2012 après sept longues années de procédure législative. Cette loi, dont l'adoption a été accélérée par l'assassinat du jeune Daniel Zamudio, qui n'était autre qu'un acte de discrimination, de haine et d'intolérance, permettra de prévenir et de sanctionner plus rapidement et plus efficacement toutes les formes de discrimination qui continuent d'avoir cours au Chili. Cette loi, qui a été adoptée dans le souci d'ériger une société plus tolérante, participative et harmonieuse, établit l'obligation pour tous les organes publics d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques garantissant à tous le plein exercice des droits et libertés consacrés par la Constitution, les lois et les instruments internationaux. Elle définit la discrimination arbitraire et permet à quiconque se considérant victime de discrimination de saisir la justice pour obtenir réparation et condamnation des coupables. L'Institut national des droits de l'homme, qui a été créé conformément aux Principes de Paris, est entré en fonction au premier semestre 2010.
3. Plusieurs politiques publiques ont été adoptées en faveur des neuf peuples autochtones que compte le pays. Des programmes ont été mis au point pour sauvegarder et promouvoir leurs langues, traditions et coutumes ancestrales, notamment, en encourageant un développement participatif, durable et productif. Convaincu que la politique autochtone est une responsabilité intersectorielle, le Chili a institué en juin 2010 le Comité interministériel des affaires autochtones dont la principale mission est d'encourager l'achat de terres par les familles autochtones vivant dans la précarité. Cette instance a en outre pris des mesures concrètes pour assurer la mise en œuvre effective de la loi portant création de l'espace côtier marin des peuples autochtones.
4. Considérés comme une richesse au Chili, les peuples autochtones sont de ce fait respectés, reconnus et appréciés. Conformément aux articles 6 et 7 de la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, 39 consultations ont été menées et 11 sont toujours en cours. Plus de 300 ateliers de discussion entre les représentants du Gouvernement et des peuples autochtones et entre ces derniers ont été organisés en trois ans. Récemment entré en vigueur, un règlement prévoit pour la première fois, conformément à la Convention n° 169 de l'OIT, la consultation expresse des autochtones. Une fois établies les règles de procédure en matière de consultation préalable, le Gouvernement chilien reconnaîtra constitutionnellement les peuples autochtones, créera le Conseil des peuples autochtones et établira une structure institutionnelle qui sera chargée de mettre en œuvre les politiques publiques pertinentes.
5. La culture, l'identité et l'éducation sont un autre domaine d'action prioritaire du Chili parce que les langues autochtones sont menacées de disparition. En 2012, on a établi un plan de revitalisation des langues dont bénéficient chaque année plus de 10 000 autochtones. Le Plan d'éducation interculturelle bilingue, qui a été renforcé et restructuré, est suivi par plus de 500 établissements scolaires. En outre, 213 000 bourses d'études ont été accordées à des élèves autochtones entre 2009 et 2012 et 69 778 en 2013. Des programmes sont menés dans des centres de soins interculturels pour promouvoir le recours à la médecine et aux remèdes traditionnels. Pour veiller au développement intégral des peuples autochtones, les autorités ont créé la première Chambre de commerce mapuche

et la Rencontre nationale mapuche. Plusieurs initiatives sont également prises pour promouvoir l'ethnotourisme. Près de 40 000 hectares de terres ont été alloués à des peuples autochtones entre janvier 2010 et juin 2013. L'État s'est également engagé à soutenir le développement productif global par le biais de programmes de logement et de mise en valeur des terres autochtones, dont 30 000 familles ont déjà bénéficié chaque année.

6. Le Chili s'engage à nouveau à maintenir l'ordre et la sécurité tout en respectant les droits fondamentaux et l'obligation qui lui incombe de protéger tous les citoyens et de promouvoir la coexistence pacifique. La loi antiterroriste a été révisée à quatre reprises depuis le rétablissement de la démocratie et le texte actuellement en vigueur constitue un nouveau corps de règles qui résulte de changements politiques et juridiques, du nouveau système établi en matière de justice pénale et des exigences internationales en matière de terrorisme. En ce qui concerne les crimes de terrorisme, l'action pénale peut être exercée par le ministère public et par le Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique mais l'imposition d'une sanction pénale pour des faits de terrorisme est la prérogative exclusive des tribunaux. Depuis 2009, seules 42 affaires de ce type ont été examinées, dont 8 dans la région de l'Araucanía. Le Président de la République a ouvert des négociations en 2010, dès son arrivée au pouvoir, pour modifier la législation antiterroriste suite à une grève de la faim entamée par 38 chefs mapuches. En septembre 2012, un accord national a été conclu, mettant ainsi fin au mouvement, et des engagements ont été pris pour requalifier toutes les affaires tombant sous le coup de la législation antiterroriste.

7. Des progrès importants ont été effectués pour améliorer les activités et les procédures policières. Les carabiniers, le Service d'enquête de la police et l'administration pénitentiaire disposent d'un département spécialisé dans les droits de l'homme qui tient compte des principes établis par la Convention et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les policiers en poste dans la région de l'Araucanía ont été formés à la culture mapuche. Des dispositions sont prises pour améliorer le dialogue entre les communautés autochtones et les forces de police. Plusieurs tables rondes et séminaires ont été organisés conformément aux recommandations du Comité et, en mars 2012, le Congrès a été saisi d'une proposition de loi portant création d'un sous-secrétariat aux droits de l'homme rattaché au Ministère de la justice et d'un comité interministériel aux droits de l'homme qui sera chargé de conseiller le Président concernant l'élaboration et l'application des politiques publiques intersectorielles.

8. Le Chili est confronté au plus important flux migratoire de ces quarante dernières années. Les politiques d'accueil et d'insertion des migrants qui ont été mises en place privilégient le principe de résidence régulière et la régularisation des migrants, dont ont directement bénéficié les migrants originaires du Pérou, de Bolivie, d'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les personnes d'ascendance africaine et les Roms jouissent des mêmes droits que les autres citoyens en matière de sécurité sociale, de santé, d'emploi et d'éducation. Les politiques migratoires chiliennes sont fondées sur le principe selon lequel les migrants sont des sujets de droit et doivent être pleinement pris en compte. Les dispositions de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ont été incorporées aux politiques d'intégration des migrants sur le marché du travail; ceux-ci ont d'ailleurs accès au régime de sécurité sociale et à tous les services de santé de base. Un projet de loi a été soumis au Congrès afin de moderniser la loi sur les étrangers et les migrations, vieille de quarante ans. Ce nouveau texte, qui suit une approche fondée sur les droits de l'homme, reconnaît expressément les droits et obligations tant des immigrés en situation régulière que de ceux en situation irrégulière, et crée un nouveau système de visas adapté aux caractéristiques actuelles des migrations.

9. Un projet de loi sera, par ailleurs, prochainement élaboré pour réglementer les conditions de résidence et de séjour dans le territoire spécial de l'Île de Pâques, protéger les Rapa Nui ainsi que leur environnement et leur patrimoine culturel et archéologique, et promouvoir la biodiversité dans l'île. En 2010, le Chili a adopté la loi sur la protection des réfugiés portant création du statut de réfugié, qui jouit désormais de la pleine protection de l'État. En 2011, le délit de trafic illicite de migrants et de traite des personnes a été inscrit dans une loi transposant en droit interne les dispositions du Protocole de Palerme. Des progrès législatifs importants ont été effectués grâce à l'adoption de règles interdisant le rapatriement des victimes de la traite, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles sont entrées sur le territoire.

10. **M. de Gouttes** (Rapporteur pour le Chili) accueille avec satisfaction le rapport dense et détaillé de l'État partie, qui a été soumis avec ponctualité. Il demande quelles principales organisations non gouvernementales (ONG) ont participé à son élaboration et souhaite savoir si le document de base (HRI/CORE/1/Add.103) a été mis à jour et est disponible. Il signale que le Comité a été saisi de plusieurs requêtes individuelles lui demandant de prendre des mesures d'alerte rapide et de lancer la procédure d'action urgente, qui portent pour la plupart sur la situation des Mapuches. Conformément à la pratique suivie par le Comité lorsqu'il reçoit des requêtes de ce type peu avant l'examen du rapport de l'État partie concerné, ces allégations seront débattues dans le cadre du dialogue en cours. La délégation est donc invitée à formuler des observations sur les requêtes et informations ci-après: la demande émanant de la communauté aymara umirpa, qui se dit affectée par les dommages causés à l'environnement et à l'écosystème aquatique andin par les activités d'exploration minière d'une filiale de la société transnationale BHP Billiton; le rapport du groupe de recherche de l'Université de la Frontera concernant les répercussions de la création de la décharge publique de Boyeco sur l'environnement et la qualité de vie des autochtones de la région de l'Araucanía; la plainte émanant de la communauté Juan Meli concernant les dégâts écologiques et autres causés par la pisciculture pratiquée par l'entreprise «Los Fiordos» dans la région de l'Araucanía; la plainte soumise par le groupe de travail mapuche pour les droits collectifs concernant les incendies survenus en 2012 dans les forêts de la région de l'Araucanía; la nouvelle requête soumise par la coalition d'ONG «RADA», qui déplore le fait qu'aucune suite n'a été donnée à sa demande d'alerte rapide et d'enquête scientifique urgente, soumise au Comité en 2007 et examinée en 2009, qui portait sur les dégâts écologiques causés notamment par des ordures, dont les Mapuches de la région de l'Araucanía subissent les conséquences.

11. En ce qui concerne la politique générale de l'État partie en matière de lutte contre la discrimination, la délégation est invitée à donner des précisions sur le «concours de bonnes pratiques» organisé chaque année par la Division organisation sociale dont il est question dans le rapport (par. 36) ainsi que sur l'Institut national des droits de l'homme, notamment son mandat, sa composition, le mode de désignation de ses membres, son budget, ses activités et sa capacité de recevoir et d'examiner des plaintes émanant de particuliers. Bien que le Chili ait pris des mesures pour donner effet à la Convention n° 169 de l'OIT, notamment par la promulgation en 2009 d'un décret qui régit l'application du droit des autochtones d'être consultés, diverses voix, dont celle du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, se sont élevées pour dénoncer les insuffisances des procédures de consultation. Les minorités concernées déplorent, d'une part, le fait qu'elles ne sont pas considérées comme étant directement touchées par les activités d'exploitation des ressources naturelles menées sur leurs terres et, d'autre part, la disproportion entre leurs moyens de défense et ceux des entreprises qui mènent ces activités. Sachant que le 29 juillet 2013, une consultation devait se tenir avec des représentants autochtones, suivie peu de temps après par un congrès des minorités autochtones qui devait clore le processus général de consultation, le Rapporteur souhaiterait connaître l'aboutissement de ces réunions. En ce qui concerne le Service de la défense pénale publique (Defensoría penal

pública), il invite la délégation à dresser un bilan de l'application des mesures décrites aux paragraphes 88 à 94 du rapport et à décrire l'état d'avancement de l'examen du projet de réforme constitutionnelle du Service de défense des personnes, qui a été soumis à la Chambre des députés en 2009.

12. Pour ce qui est du dispositif national de lutte contre la discrimination raciale, le Rapporteur prend acte avec satisfaction de l'adoption en 2012 de la loi n° 20609 relative à la lutte contre la discrimination, dont l'article 2 contient une définition de la notion de discrimination arbitraire, laquelle couvre notamment la discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique ou la nationalité. Toutefois, cette loi laisse l'interprétation du caractère arbitraire d'une discrimination à la libre appréciation des tribunaux, ce qui appelle des explications de la délégation. M. de Gouttes souhaiterait en outre savoir combien d'actions en justice ont été intentées sur la base de cette loi et avoir des précisions sur les peines dont les auteurs de ces actes sont passibles et sur les réparations auxquelles les victimes peuvent prétendre. La délégation pourrait en outre indiquer si le droit chilien prévoit des mesures permettant de faciliter l'établissement de preuves destinées à étayer les allégations de discrimination raciale au civil et au pénal et si la justice traditionnelle autochtone est reconnue dans l'État partie.

13. Le Rapporteur relève que l'article premier de la loi n° 19253 relative aux autochtones contient une énumération des «principales» minorités autochtones, ce qui laisse entendre qu'il existe d'autres minorités. Si tel est le cas, des informations sur leur statut seraient bienvenues. Il aimerait en outre connaître l'état d'avancement de l'examen du projet de loi portant modification de la Constitution, qui vise à inscrire dans ce texte la reconnaissance des peuples autochtones et prie la délégation de faire le bilan de l'ensemble des politiques publiques et des initiatives législatives prises en faveur des autochtones décrites aux paragraphes 44 à 48 du rapport. La délégation voudra bien donner des explications sur les difficultés apparues au cours des premières étapes du processus de consultation sur le cadre institutionnel autochtone et décrire la teneur des critiques évoquées au paragraphe 165 du rapport. Elle est invitée à indiquer comment sont désignées les autorités chargées de jouer le rôle d'interlocuteur avec les minorités autochtones et comment la participation effective des autochtones à la vie publique est garantie.

14. En ce qui concerne la protection des terres ancestrales des autochtones, le Rapporteur souhaiterait un complément d'information sur les modalités juridiques de l'achat de terres par les autochtones, le régime exact de la propriété ou de la possession de ces terres, la nature des litiges fonciers et les mesures prévues en cas d'allégations de non-respect du principe de consultation préalable. Pour ce qui est de la protection de l'environnement et du milieu de vie des minorités autochtones, M. de Gouttes prie la délégation de dresser un bilan de l'application des mesures et des lois décrites aux paragraphes 192 et suivants du rapport, de commenter les critiques formulées par des représentants autochtones qui considèrent que le processus de consultation n'est pas conforme au droit international, en particulier la Convention n° 169 de l'OIT, et de décrire l'état d'avancement du projet de réforme constitutionnelle tendant à considérer les eaux comme un bien national.

15. Rappelant que, dans ses précédentes observations finales, le Comité avait considéré la situation des Mapuches comme une question prioritaire en raison notamment des violences dont ils auraient été la cible dans le cadre d'opérations policières, le Rapporteur voudrait savoir quels ont été les résultats de l'application des mesures décrites aux paragraphes 88, 109 et 200 à 202 du rapport. Il prie la délégation de fournir des renseignements complémentaires sur l'application de la loi relative à la lutte contre le terrorisme telle que modifiée et de commenter les recommandations formulées par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Ben Emmerson, dans un communiqué de presse

publié en juillet 2013 à l'issue de sa visite au Chili, dans lequel il prie instamment les autorités chiliennes de ne pas appliquer la loi relative à la lutte contre le terrorisme dans le contexte des revendications territoriales de la minorité mapuche, en particulier dans les régions de Bío-Bío et de l'Araucanía, de se doter d'une stratégie nationale, de créer une commission d'enquête indépendante afin de combattre l'usage abusif de la force à l'égard des Mapuches, de reconnaître constitutionnellement cette minorité en tant que peuple autochtone et de créer un ministère des affaires autochtones.

16. En ce qui concerne les Chiliens d'ascendance africaine, il serait utile d'avoir des informations sur le projet de loi soumis en août 2009 au Parlement, qui prévoit notamment de faire figurer une rubrique sur l'appartenance à la minorité afro-descendante dans le recensement national, en précisant si cette appartenance sera établie selon le principe de l'auto-identification. Le Rapporteur souhaiterait en outre recevoir des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de l'avant-projet de loi sur les migrations ainsi que sur sa teneur. Il aimerait en particulier savoir si les enfants de migrants en situation irrégulière qui sont nés au Chili risquent de demeurer apatrides. Il invite la délégation à décrire les résultats de l'application de l'accord-cadre de réinstallation signé en 1999 avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'indiquer quelles mesures sont prises afin d'éviter que les mineurs non accompagnés en situation irrégulière ne soient placés dans un centre de rétention et que les migrants vulnérables ne soient victimes de la traite.

17. Enfin, la délégation est priée de donner des renseignements sur la situation des Roms chiliens, appelés «Jorajanes» ou «gitanos», et sur les initiatives prises pour combattre la diffusion d'idées racistes et xénophobes, notamment par les médias et sur Internet, ainsi que pour renforcer la formation visant à promouvoir la tolérance et l'entente interethniques auprès des agents de l'État chargés de l'application des lois. La délégation est également priée d'indiquer comment l'État partie assure la diffusion de ses rapports périodiques au Comité ainsi que des observations finales pertinentes.

18. **M. Calí Tzay** note que, dans le rapport périodique de l'État partie, les termes «peuples originels», «minorités», «minorités ethniques», «ethnies», «ethnies autochtones» sont utilisés indifféremment pour désigner les peuples autochtones et que les instruments juridiques fondamentaux du Chili ne reconnaissent pas les peuples autochtones. Constatant que deux minorités, les Lafkenche et les Pehuenche, ne figurent pas dans la liste des neuf minorités énumérées au paragraphe 12 du rapport, il souhaiterait des précisions sur leur statut. Il fait observer par ailleurs que la notion de «peuples originels» n'est pas définie en droit international des droits de l'homme et qu'en revanche, celle de «peuple autochtone» a été consacrée dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. La délégation est invitée à donner des informations sur les résultats de l'enquête interne qui devait être ouverte concernant les circonstances de l'arrestation en 2011 par les carabiniers d'un Afro-Équatorien vivant au Chili, Freddy Quiñones. Cet incident avait en effet choqué l'opinion publique, cet homme ayant été menotté et maintenu à terre alors que son seul tort était d'avoir traversé la rue au feu rouge.

19. M. Calí Tzay relève que le discours prononcé en 2010 par le Président du Chili devant l'Assemblée générale de l'ONU, dans lequel il a affirmé que son pays poursuivait une politique d'assimilation des autochtones entre en contradiction avec les cinq axes de la politique publique en faveur des autochtones décrits au paragraphe 44 du rapport ainsi qu'avec l'article 8 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ce qui appelle des explications de la délégation. Enfin, il aimerait en savoir plus sur le projet de loi portant modification de la Constitution, qui tend à ce que les peuples autochtones soient reconnus en tant que tels au Chili, et demande si les minorités concernées ont été préalablement consultées.

20. **M. Thornberry** demande si la législation de l'État partie établit une distinction entre discrimination directe et indirecte et si le harcèlement est assimilé à une forme de discrimination. Il demande en outre des précisions sur le sens de l'expression «discrimination arbitraire», qui lui semble redondante, ainsi que sur la politique gouvernementale à l'égard des peuples autochtones dont il est question au paragraphe 44 du rapport, notamment en ce qui concerne la rupture avec le régime d'«assistanat» envers les peuples autochtones. Il aimerait en savoir plus sur les mesures législatives adoptées pour donner effet à l'article 4 de la Convention et demande si les médias sont tenus de respecter un code de déontologie dans l'exercice de leurs fonctions. Il aimerait également savoir s'il existe un traité historique consacrant les droits des peuples autochtones et si ces droits sont expressément reconnus dans la Constitution. Enfin, il demande comment l'État partie entend réaliser le droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

21. **M. Murillo Martínez** demande quel est le statut de la Convention (n° 169) de l'OIT dans le droit interne et si les peuples autochtones participent activement à la prise de décisions. Il s'enquiert de l'avancement du projet de loi établissant la reconnaissance des personnes d'ascendance africaine au Chili et demande comment la «variable ethnique» est prise en compte dans les recensements. Il voudrait un complément d'information sur les mesures prises pour favoriser l'intégration des migrants et des réfugiés d'ascendance africaine, ainsi que sur l'avancement de l'enquête sur les violations des droits de l'homme de Jennifer Candelo et Freddy Quiñones imputées aux autorités chiliennes. Certaines informations dont dispose le Comité font état de violence et de traitement discriminatoires à l'égard des migrants et l'État partie est invité à fournir davantage de renseignements à ce sujet dans son prochain rapport.

22. **M. Vázquez** demande si la Convention est directement applicable en droit interne. Il s'enquiert en outre des mesures prises pour protéger les langues autochtones et des résultats de la politique d'enseignement bilingue, qui semble prévoir trop peu d'heures de cours en langue autochtone pour être réellement efficace. Il demande s'il existe des stations de radio et des chaînes de télévision destinées aux autochtones et si ces initiatives sont encouragées et subventionnées. Notant avec satisfaction que 2 000 bourses d'études ont été offertes à des étudiants défavorisés, il demande si elles permettent de couvrir la totalité des frais de scolarité. Il aimerait connaître l'avis de la délégation sur les procédures d'immigration et les démarches permettant d'obtenir le statut de réfugié, qui semblent particulièrement complexes et subjectives et sont non susceptibles d'appel, et demande si le projet de loi sur la politique migratoire porte aussi sur les demandeurs d'asile. M. Vázquez s'étonne des écarts entre les chiffres fournis dans le rapport et ceux avancés par l'Institut national des droits de l'homme au sujet du nombre d'autochtones mis en examen en application de la loi relative à la lutte contre le terrorisme et demande à la délégation des éclaircissements à ce sujet. Il semble que la définition du terrorisme soit trop large et donne lieu à des abus, notamment à une stigmatisation des peuples autochtones, qui sont souvent indûment accusés de terrorisme. Enfin, il aimerait recevoir des informations sur les mesures prises par l'État partie pour réprimer les incidents à caractère antisémite survenus récemment dans le pays.

23. **M<sup>me</sup> Crickley** demande si l'État partie a élaboré des indicateurs précis et assortis d'objectifs pour évaluer les résultats du plan national de promotion des droits de l'homme et si la composition ethnique du personnel de l'Institut national des droits de l'homme reflète celle du pays. Elle demande comment les autorités évaluent l'accès des personnes roms et d'ascendance africaine aux services publics et quelles mesures sont prises pour le leur garantir. Enfin, elle s'enquiert des mesures prises pour répondre aux besoins particuliers des migrantes et des demandeuses d'asile.

24. **M. Amir** s'étonne que, d'après le rapport, le revenu des étrangers soit en moyenne supérieur à celui des Chiliens, et demande ce que fait l'État partie pour rétablir l'équilibre et garantir l'égalité des chances entre nationaux et étrangers. Il constate avec satisfaction que le Chili valorise l'existence des peuples autochtones, considérés comme les «racines de la Nation», mais demande si les droits qui leur sont implicitement reconnus sont acquis et garantissent une réelle équité, et si ces personnes sont considérées comme des citoyens à part entière. Il aimerait en outre savoir ce que font les autorités pour prévenir les catastrophes naturelles et réduire les risques auxquels sont exposées les populations vulnérables.

25. **M. Lindgren Alves** demande si la loi relative à la lutte contre le terrorisme remonte à l'époque de la dictature du général Pinochet ou si elle est plus récente. Il s'enquiert des mesures prises pour dissuader les médias de tenir des propos qui stigmatisent certaines communautés, notamment les Mapuches, fréquemment assimilés à des terroristes. Il aimerait en outre savoir s'il est exact que les violences policières touchent davantage les peuples autochtones.

*La séance est levée à 18 heures.*